



**HAL**  
open science

**Le Mouvement Cinq Etoiles (M5S) de Beppe Grillo en perspective historique (1944-2016), ou la révolte de ceux et celles que les partis de gouvernement n'ont plus les moyens d'acheter.**

Christophe Bouillaud

► **To cite this version:**

Christophe Bouillaud. Le Mouvement Cinq Etoiles (M5S) de Beppe Grillo en perspective historique (1944-2016), ou la révolte de ceux et celles que les partis de gouvernement n'ont plus les moyens d'acheter.. "Populisme(s) en Europe" , Université de Tours Mar 2016, Tours, France. halshs-01344802

**HAL Id: halshs-01344802**

**<https://shs.hal.science/halshs-01344802>**

Submitted on 12 Jul 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Communication au colloque : "Populisme(s) en Europe" (Tours, 10 et 11 mars 2016).

Axe 2/ Actualité du populisme en Europe.

Auteur : Christophe Bouillaud, IEP de Grenoble, UMR PACTE.

Mail : [christophe.bouillaud@iepg.fr](mailto:christophe.bouillaud@iepg.fr)

Version provisoire en date du 08/03/16.

## Le Mouvement Cinq Etoiles (M5S) de Beppe Grillo en perspective historique (1944-2016), ou la révolte de ceux et celles que les partis de gouvernement n'ont plus les moyens d'acheter.

Le Mouvement Cinq Etoiles (M5S) – *Movimento Cinque Stelle* en italien - constitue l'une des grandes nouveautés de la vie politique de ces dernières années en Italie, et, comme le montre l'appel à communication du présent colloque, il a été presque exclusivement perçu en Italie et en dehors d'Italie à travers le terme de populisme. La personnalité de son leader, Beppe Grillo - un comique professionnel actif sur les scènes italiennes depuis les années 1970 -, son style d'expression et la radicalité de sa critique à l'encontre des partis politiques et de tous les politiciens en place en Italie ne pouvaient qu'aboutir à cette classification visant, rappelons-le, d'abord à stigmatiser tout nouvel entrant sur le marché politique d'un pays occidental qui bénéficie d'une dynamique électorale<sup>1</sup>.

Cette classification se trouve d'autant utilisée par les commentateurs que le M5S a décidé après les élections européennes de mai 2014 de faire cause commune au Parlement européen avec l'*United Kingdom Independence Party* (UKIP) de Nigel Farage. Il s'agit de s'assurer un groupe parlementaire et les moyens qui y sont afférents<sup>2</sup>, mais aussi de rester cohérent avec la forte critique

---

<sup>1</sup> Nous sommes depuis longtemps un critique de l'usage savant du terme même de « populisme ». Pour nous, tout entrant sur un marché politique qui réussit électoralement est qualifié par les *insiders* de ce même marché de populiste – ce qui est une façon de s'offusquer que ce *nouveau* produit plaise aux électeurs et de les stigmatiser pour ce choix erroné. L'usage contemporain du terme même de populiste comprend donc selon nous un biais favorable au statu quo du marché électoral de la part de celui qui l'utilise, qu'il soit un acteur politique ou un commentateur de la vie politique.

<sup>2</sup> Le groupe s'appelle « Europe de la liberté et de la démocratie directe » (ELDD). Il est actuellement composé de 45 membres. Il a failli disparaître à l'automne 2014 faute d'avoir des représentants venant d'assez de pays membres (7), et ne doit cette survie qu'à l'accueil de dissidents de partis d'extrême droite (en particulier une

des politiques européennes actuelles (en particulier de celles liées à la zone Euro) que le M5S avait exprimé lors de la campagne électorale pour les européennes<sup>3</sup>.

Créé en 2007-09, le M5S participe à ses premières élections politiques nationales en février 2013 et devient avec plus d'un quart des suffrages (25,5%) exprimés le premier parti en nombre de voix sur le collège « Italie »<sup>4</sup> pour la Chambre des députés. Il reste le second parti italien lors des élections européennes de mai 2014 avec un peu plus d'un cinquième des suffrages exprimés (21,4%). Lors des régionales partielles de mai 2015, il arrive à se maintenir à un niveau qui en font le deuxième ou le troisième parti dans six régions sur sept appelées aux urnes. Selon les derniers sondages disponibles (début mars 2016), il serait toujours le second parti d'Italie en intentions de vote, en rassemblant toujours autour d'un quart des répondants<sup>5</sup>.

Toutes les recherches menées à son sujet<sup>6</sup> insistent sur le rôle qu'a joué le blog de Beppe Grillo lancé en 2005<sup>7</sup> dans sa formation et tendent par ailleurs à montrer que ce parti présente une forte

---

élue française sur les listes FN et un élu polonais de Korwin, un parti extrémiste de droite). Le M5S a arbitré alors entre deux possibilités : assumer pleinement son affirmation selon laquelle il n'est « ni de droite ni de gauche » pour rester cohérent avec sa situation de non-alliance avec qui que ce soit en Italie et se retrouver de ce fait dans le néant des « Non-inscrits » du Parlement européen, où toute action parlementaire significative est interdite (cf. travaux de N. Brack) – ce qui revenait à avoir des élus au Parlement européen sans utilité aucune ; choisir de s'allier avec les « eurosceptiques » britanniques de l'UKIP pour être dans un groupe parlementaire, historiquement marqué à droite au sein du Parlement européen, mais en demandant le changement de nom de ce groupe, en ajoutant à la dénomination habituelle le terme de « démocratie directe ». Ce choix témoigne de l'un des paradoxes du M5S : partis « anti-partis », il se montre très attaché à la possibilité pour ses élus néophytes en politique d'utiliser l'arène parlementaire et aux règles du parlementarisme classique du premier XX<sup>ème</sup> siècle pour faire avancer ses idées.

<sup>3</sup> Ces critiques, mises au second plan par la suite, sont toutefois encore largement partagées par les possibles électeurs du M5S : selon un sondage du 23/12/16 pour l'Huffington Post italien, les sympathisants du M5S pensent à 49,1% que les problèmes économiques de l'Italie sont largement liés à l'Euro et ils voteraient à 75,5% pour sortir de l'Euro en cas de référendum. Le seul électorat (nettement) plus eurosceptique n'est autre que celui de la Ligue du nord (LN) (accessible via <http://www.sondaggipoliticoelettorali.it/> consulté le 04/03/15).

<sup>4</sup> Comprend tous les électeurs de plus de 18 ans vivant sur le territoire italien (à l'exclusion des électeurs de la Vallée d'Aoste), et ne comprend donc pas les électeurs italiens vivant à l'étranger.

<sup>5</sup> Cf. les sondages disponibles sur le site du Gouvernement italien, qui en organise le dépôt obligatoire, <http://www.sondaggipoliticoelettorali.it/> (consulté le 04/03/15).

<sup>6</sup> Cf. en se limitant aux seules publications en italien : Giuliano Santoro, *Un Grillo qualunque. Il Movimento 5 Stelle e il populismo digitale nella crisi dei partiti italiani*, Rome : Castelvecchi, 2012 ; Piergiorgio Corbetta et Elisabetta Gualmini (dir.), *Il partito di Grillo*, Bologne : il Mulino, 2013 ; Roberto Biorcio et Paolo Natale, *Politica a 5 Stelle. Idee, storia e strategie del movimento di Grillo*, Milan, Feltrinelli, 2013, ainsi qu'un numéro spécial de *Comunicazione politica*, 1/2013, « Grillo e Il Movimento 5 Stelle. Analisi di un 'fenomeno' politico », sous la direction d'Illvio Diamanti et Paolo Natale, trois ensembles parus avant les élections de février 2013 ; puis, paru après ces élections : Maria Elisabetta Lanzone, *Il Movimento Cinque Stelle, Il popolo di Grillo dal web al Parlamento*, Novi Ligure : Edizione Epoké, 2015 ; R. Biorcio (dir.) *Gli attivisti del Movimento 5 Stelle*, Milan : FrancoAngeli, 2015 ; R. Biorcio, *Il populismo nelle politica italiana. Da Bossi a Berlusconi. Da Grillo a Renzi*, Mlian/Udine : Mimesis, 2015.

<sup>7</sup> Toujours actif à ce jour (04/03/15) : <http://www.beppegrillo.it/>. Le blog est géré par une société privée de consulting informatique, la *Casaleggio Associati*, installée à Milan, et possédé par Gianroberto Casaleggio, parfois présenté comme le dirigeant réel du M5S.

*discontinuité* organisationnelle et humaine avec toutes les forces politiques qui ont animé la vie politique italienne de l'après seconde guerre mondiale<sup>8</sup>. Qu'il nous suffise ici de rappeler quelques éléments de cadrage largement connus au-delà des Alpes.

Quelques mois à peine après le lancement du blog, qui est devenu rapidement très fréquenté, ses promoteurs encouragent les usagers à se rencontrer localement. Il s'agira des « Meetup » (en anglais), des clubs de supporters de Beppe Grillo en quelque sorte, souvent appelés « Les amis de Beppe Grillo » (« *I Amici de Beppe Grillo* » en italien) qui se multiplient sur l'ensemble du territoire italien, grâce à une application internet du même nom. En interaction entre le blog et ces nombreux groupes locaux organisés via ce réseau social dédié (« Meetup »), B. Grillo et Gianroberto Casaleggio<sup>9</sup>, son comparse spécialiste en web marketing, organisent toute une série d'initiatives visant à faire pression pour des changements de politiques publiques (en particulier en matière d'écologie), mais aussi pour un renouvellement de la classe politique. Le 8 septembre<sup>10</sup> 2007, B. Grillo est ainsi en mesure d'organiser une manifestation à Bologne, relayée via Internet dans une centaine d'autres villes italiennes, le « V-Day » (le « Victory-Day », mais surtout le « Vafancullo-Day », soit littéralement le « Va-te-faire-foutre-Day » [sic]), destiné à encourager tous les citoyens à signer pour trois lois d'initiative populaire<sup>11</sup> qu'il entend proposer depuis 2005 aux parlementaires. Cette manifestation reçoit à la fois un vaste soutien populaire, avec plus de 300.000 signatures, celui de personnalités politiques et de la société civile et d'associations d'écologistes et de consommateurs. Le thème choisi est en effet consensuel pour une opinion publique italienne qui considère les politiciens comme extrêmement corrompus et corruptibles, et qui les désigne désormais sous le terme de « la caste » (reprenant le titre d'un ouvrage à grand tirage paru en 2007 qui décrit par le menu tous les avantages des politiciens italiens). Ces lois, rassemblées sous le titre générique « Parlement propre » (« *Parlamento pulito* » en italien), portent sur la moralisation de la vie politique : l'interdiction de

---

<sup>8</sup> Selon la vaste enquête collective de terrain dirigé par Roberto Biorcio, Biorcio (dir.), op. cit., 2015 dans 16 villes italiennes, il n'existe aucune trace d'une organisation qui aurait précédé le M5S –les militants sont, soit des néophytes en politique (la grande majorité), soit des déçus d'autres expériences politiques, avec une nette prédominance des déçus venus de la gauche, mais sans réelle exclusive.

<sup>9</sup> Ce dernier est accusé par toute une littérature complotiste d'être le dirigeant réel du M5S. Il admet bien volontiers lui-même défendre une philosophie de l'Internet comme moyen de dépasser la démocratie représentative, et il ne fait aucun doute que l'aspect technique du blog reste entièrement géré par sa société.

<sup>10</sup> La date n'est pas choisie au hasard. Elle fait référence au 8 septembre 1943, date de l'Armistice avec les Alliés signé par le Maréchal Badoglio au nom de l'Italie, le jour de débâcle nationale et morale par excellence de l'Italie du XXème siècle.

<sup>11</sup> Il suffit en Italie de recueillir 50.000 signatures pour proposer à l'attention du Parlement une loi. (Cette procédure ne doit pas être confondue avec la demande d'un référendum abrogatif sur une loi qui demande de recueillir plus de 500.000 signatures, l'aval de la Cour constitutionnelle, et rend le référendum obligatoire si le Parlement n'agit pas pour modifier la loi contestée.)

candidature pour toute personne condamnée même en première instance<sup>12</sup> ; l'interdiction de renouveler son mandat parlementaire plus d'une fois ; la réintroduction d'un vote préférentiel dans le scrutin de liste utilisé depuis la réforme électorale de 2005<sup>13</sup>.

Le succès de cette initiative, tout comme son absence d'écho auprès des parlementaires, amènent B. Grillo à soutenir au cours de l'année 2008 la formation de « Listes civiques à 5 étoiles » là où des membres d'un « Meetup » voudraient en lancer une lors d'une des vagues d'élections locales qui ont lieu presque chaque année en Italie. Les « cinq étoiles », inspirées, semble-t-il, par un mouvement de consommateurs qui avait soutenu le V-Day correspondent à des valeurs à préserver : l'eau, l'environnement, les transports, la connectivité et l'énergie, et ces « étoiles » renvoient d'évidence à des préoccupations très proches de celles d'un discours écologiste classique<sup>14</sup>. Il faut noter qu'au même moment des initiatives parallèles à celles qui mèneront à la genèse du M5S sont prises pour défendre le caractère public des services publics locaux (dont la distribution d'eau), et qu'elles donnent lieu à des référendums abrogatifs largement approuvés par les électeurs. Ces listes des « Amis de B. Grillo » sont formées localement, mais B. Grillo se réserve le droit de les adouber et de leur permettre d'utiliser le logo qu'il a créé et son nom. Des premières réunions nationales sont organisées entre organisateurs de ces diverses initiatives locales dès 2007 sous l'égide de B. Grillo. Cependant, B. Grillo lui-même tente en 2009 de s'inscrire dans la cadre de la primaire organisée pour désigner son leader par le Parti démocrate (PD, « Partito democratico » en italien), le grand parti unitaire du centre-gauche formé en 2007-08. Sa participation est refusée par les instances du PD, considérant que B. Grillo soutient ces mêmes listes civiques qui s'opposent au PD. Ce n'est qu'après cette tentative d'entrisme au sein du PD que B. Grillo annonce à l'été 2009 qu'il va lancer un mouvement politique, le « Mouvement 5 Etoiles » (M5S), qui dépasse la simple coordination des listes civiques promues depuis 2008. Il est effectivement créé à Milan au Théâtre Smeraldo le 4 octobre 2009.

Ce dernier est en mesure de présenter des listes<sup>15</sup> aux élections régionales du printemps 2010 dans cinq régions du nord du pays : les résultats s'avèrent particulièrement encourageants en Emilie-

---

<sup>12</sup> Cette précision change bien sûr tout dans le contexte italien, où la multiplication à l'infini des voies de recours et la lenteur de la justice garantit pratiquement l'impunité pour tous les délits en col blanc que sont susceptibles de commettre les politiciens.

<sup>13</sup> En pratique, la réforme électorale de 2005 permet en effet aux dirigeants des partis de choisir leurs futurs élus parlementaires, et d'insérer dans le groupe des futurs (ré)élus des personnes peu populaires auprès des électeurs.

<sup>14</sup> Cette particularité est remarquée par tous les auteurs italiens ayant enquêté un tant soit peu sur le M5S. Cette orientation, écologique, qui est même proche des idées de la décroissance pour beaucoup de militants du M5S, est en général complètement oubliée par les journalistes étrangers parlant du M5S.

<sup>15</sup> Pour présenter des listes, il faut recueillir des signatures à l'échelle d'une région, et avoir un minimum d'organisation, ce qui constitue un obstacle pour un mouvement qui ne dispose alors que de groupes strictement locaux..

Romagne et au Piémont, où le M5S réussit à rassembler 7% et 4% des suffrages respectivement. Le M5S apparaît alors aux observateurs comme une dissidence du camp du centre-gauche, porteuse d'un combat pour la légalité, pour l'environnement et la préservation des biens et services publics.

Le positionnement du M5S change au cours des années suivantes. Le M5S se présente à de nombreuses élections locales partout en Italie. Il profite surtout de l'union nationale de fait imposée aux partis italiens classiques à partir de l'automne 2011 (gouvernement Monti) pour apparaître comme le seul vote disponible à l'échelle nationale qui soit radicalement « anti-partis ». Il développe alors un discours plus général sur l'austérité imposée à l'Italie par l'Union européenne, sur la fiscalité intrusive (en particulier sur l'agence chargée de récolter les impôts), sur l'état du marché du travail, etc. Il remporte contre le PD une grande commune au nord du pays, Parme, à la surprise des observateurs dès mai 2012, et, en octobre 2012, il devient avec près de 15% des voix le premier parti de l'Assemblée régionale de Sicile. Cette dernière campagne se trouve fortement relayée par les médias nationaux, qui insistent sur le rôle mobilisateur de B. Grillo. Il est vrai que ce dernier traverse le détroit de Messine à la nage dans un style à la Mussolini qui ne pouvait manquer de faire nouvelle.

La campagne nationale des élections législatives anticipées de février 2013 repose elle aussi presque entièrement sur les prestations de B. Grillo. Ce dernier enchaîne meeting en plein air sur meeting en plein air. Ces meetings organisés dans des places symboliques des villes italiennes sont toutes disponibles en streaming sur Internet et permettent aux électeurs de juger sur pièce du discours de B. Grillo et de l'approbation populaire qu'il suscite. Par ailleurs, B. Grillo refuse toute apparition télévisée de lui-même ou de ses candidats. Il s'agit en effet de bien se distinguer du reste des candidats à la députation. Par ailleurs, à ce moment, tous les candidats du M5S sont d'illustres inconnus, choisis par la grâce d'une élection primaire en ligne organisée par le M5S et ouverte aux membres des Meetup. Il n'aurait sans doute pas été très raisonnable de trop laisser la parole à ces néophytes<sup>16</sup>. Quoiqu'il en soit, le M5S va triompher lors de ces élections. Les sondages annonçaient autour de 15/20% des voix pour le M5S (dans la continuité des résultats aux élections régionales siciliennes), mais pas la percée à 25,5% des voix qu'il obtient dans le collège électoral « Italie » de la Chambre des députés. Jamais un parti à sa première participation à une élection nationale n'était monté aussi haut en Italie.

En dehors de sa croissance électorale inédite (plus de 8,5 millions de voix à la Chambre des députés et 6,5 au Sénat, qui lui donnent droit à 109 députés et 54 sénateurs), ce parti surprend aussi parce qu'il est immédiatement *national* dans son attrait électoral. Au début, lors des régionales de

---

<sup>16</sup> Nous avons pu vérifier en 2014 lors d'une visite à Grenoble de députés et sénateurs du M5S un degré d'amateurisme de certains d'entre eux dépassant largement nos prévisions.

2010, il paraissait devoir être plus fort au nord du pays comme tous les partis nouveaux créés en Italie depuis 1970, voire depuis 1919, et les élections régionales siciliennes de 2012, paraissaient constituer comme une anomalie de ce point de vue. Or le M5S, en s'imposant dans toutes les régions en obtenant entre 20% et 30% des suffrages, y compris des régions a priori peu favorables à quelque bouleversement électoral que ce soit (les Pouilles, la Basilicate, etc.), rompt complètement avec les traditions italiennes de développement partisan à partir d'un foyer régional ou urbain *nordiste* bien identifiable<sup>17</sup>. L'Italie électorale du M5S est pour la première fois une « Italie nationale ». Les observateurs font bien sûr immédiatement le lien avec le fait qu'il attire aussi bien à gauche qu'à droite et au centre, que parmi les abstentionnistes, et surtout qu'il ait été développé à partir d'un blog à visée généraliste sur l'Italie dans un contexte de crise économique majeure, et enfin qu'il attire tout particulièrement les votes des jeunes travailleurs (ou aspirants travailleurs) de moins de 45 ans.

Une fois rentré dans l'arène parlementaire, le M5S connaîtra de grandes difficultés au cours des années 2013-2015. Beaucoup d'élus, sans doute absolument pas préparés à la rudesse des affrontements, quitteront les groupes parlementaires du M5S. Les batailles du M5S apparaîtront en fait souvent dans les médias comme des combats de retardement par rapport aux choix des majorités centristes successives (gouvernement Letta, puis gouvernement Renzi). Les élections européennes de 2014, avec « seulement » 21,1% des suffrages et la place de « second » parti d'Italie, sont de fait considérées comme un échec<sup>18</sup>. Le magistère de B. Grillo est contesté au sein même du M5S. A compter du début de l'année 2015, B. Grillo accepte de déléguer la direction de ce qui ressemble de plus en plus à un parti ordinaire à 5 députés (le « directoire »), et l'un d'entre eux, Luigi Di Maio, apparaît de plus en plus à la télévision comme le leader du M5S. Sa popularité est même désormais, selon les sondages, supérieure dans le public à celle de B. Grillo lui-même. Ce dernier semble vouloir désormais se tenir en retrait, et reprendre sa carrière de comique.

Ces éléments de cadrage ayant été rappelés, nous voudrions ici commencer une réflexion sur les raisons qui ont amené à l'émergence et au succès du M5S. Plutôt que de souligner comme souvent désormais la nouveauté ou l'habileté des mécanismes de mobilisation mis en œuvre par le duo Grillo-Casaleggio – quitte à parfois tomber dans le complotisme chez certains commentateurs non universitaires ou chez certains exclus du M5S -, c'est-à-dire, tous les éléments d'*agency* ou d'entrepreneuriat qui fondent le succès du M5S, nous voudrions insister sur l'importance du *contexte* même de l'Italie contemporaine pour « appeler » en quelque sorte un mouvement de ce type. Des

---

<sup>17</sup> La Ligurie, région où habite B. Grillo, est parfois présentée dans les médias comme la région de prédilection du M5S, mais il serait erroné d'y voir le lieu historique d'apparition du M5S, qui, dès le départ en 2007-09, est fondé par les activistes qui se reconnaissent dans le blog de B. Grillo dans les différentes parties du pays.

<sup>18</sup> Cf. Christophe Bouillaud, « L'espoir meurt en dernier. Elections européennes en Italie », *Revue politique et parlementaire*, n°1071-1072, avril-septembre 2014, p. 189-203.

éléments similaires de contexte (par exemple la crise économique) se retrouvent bien sûr dans d'autres pays européens, mais nous voudrions ici insister sur le spécifique et sur la longue durée, qui vont donner *sens* pour les acteurs (entrepreneurs, militants, électeurs du M5S) à leur action.

Nous traiterons successivement de trois éléments contextuels : la perte de légitimité de tous les «ismes», de toutes les idéologies, du XIXe et du XXe siècle en Italie ; la récurrence d'une critique « populiste » de la partitocratie ; la crise économique comme accentuation d'une tendance de longue période à fin du « clientélisme de masse » et parallèlement à la précarisation du travail en Italie.

### ***A. La fin des « -ismes » historiques en Italie.***

Le M5S déclare clairement être « ni de droite ni de gauche ». Depuis qu'il participe aux élections, il se garde de fait bien de s'allier à quel autre parti que ce soit. Cela signifie en particulier qu'il ne peut bâtir de coalition lors des élections municipales ou régionales, ni lors des élections nationales. Il rompt en cela avec la tactique de tous les autres partis, qui bâtissent une coalition autour d'eux ou de leur candidat, ou intègrent celle d'un candidat ou d'un parti plus puissants. Le M5S prétend perdre ou gagner seul. Or, si l'on s'intéresse un tant soit peu à ses propositions, elles ressemblent beaucoup à celles que pourrait faire un parti écologiste. La première grande victoire électorale est d'ailleurs emportée à Parme, une ville où une mobilisation s'était montée contre la construction d'un incinérateur de déchets ménagers, mobilisation qui a beaucoup aidé le candidat du M5S, Franco Pizzarotti, à arriver au ballottage et à l'emporter au second tour. Les propositions de possibles candidats à la Présidence de la République en 2013 de la part des internautes du M5S correspondent exclusivement à des personnalités marquées à gauche, et en tout cas, jamais à droite ou au centre. Les négociations, sans effet, pour former un gouvernement se font toujours avec le PD, et jamais avec le PDL de S. Berlusconi. Une des propositions faites par le M5S lors de sa campagne de 2013 et reprise par la suite avec insistance est la création d'un « revenu minimum universel » pour les Italiens. Or, dans le contexte italien, il serait vraiment difficile de voir cette proposition comme typique de la droite. Enfin, c'est le M5S qui portera en 2013-2014 la bataille parlementaire pour faire perdre son immunité parlementaire au leader de la droite depuis 1993, Silvio Berlusconi.

Pourquoi les dirigeants du M5S et les activistes de base se sentent-ils obligés de tenir ce discours ? Pourquoi les enquêtes de terrain montrent-elles que le rejet des idéologies et des partis qui les ont portés constitue de fait un trait commun des militants, voire des électeurs<sup>19</sup>, du M5S ?

Il faut d'abord rappeler que, si l'Italie fut dans les années 1940-1970 l'un des pays occidentaux où les partis étaient les plus marqués idéologiquement, il est désormais devenu le pays où toutes les références idéologiques du XIX<sup>ème</sup> et du XX<sup>ème</sup> siècle, *y compris certaines récentes comme l'écologie politique*, sont très fortement déconsidérées aux yeux de la plupart des électeurs.

Historiquement, le premier terme qui est devenu absolument détestable aux yeux de la quasi-unanimité des électeurs italiens n'est autre que celui de « socialisme » (sic) dès le début des années 1990. Ce terme a été associé à la corruption d'une partie de la classe politique lors de l'affaire « Mains propres », en particulier de toute la hiérarchie socialiste des années 1980 (Bettino Craxi, Gianni de Michelis, etc.). Toutes les tentatives de relancer la valeur du « socialisme » sur le marché électoral italien ont échoué depuis lors et n'ont réussi au mieux qu'à mobiliser qu'entre 1 et 2% des électeurs. Toutes les forces politiques liées à une idéologie du XIX<sup>ème</sup> ou du XX<sup>ème</sup> siècle connaîtront ensuite le même déclin : la démocratie-chrétienne, le fascisme, le communisme. Nous avons pu observer en suivant la vie politique italienne sur les vingt-dernières années (depuis 1989) que les tentatives de relance d'une marque idéologique en déclin connaissent des sorts électoraux de plus en plus négatifs au fil du temps. Il reste certes des militants et des leaders communistes, fascistes, populaires (démocrates-chrétiens), socialistes, libéraux, écologistes, etc., qui cherchent à chaque fois la relance de la marque, mais leur capacité à attirer à eux des électeurs (que la marque historique soit clairement visible ou cryptée pour les seuls connaisseurs) diminue à chaque élection. Les deux grands partis qui dominent le marché électoral en 2008, le « Parti démocrate »(PD) à gauche et le « Peuple de la liberté »(Pdl) à droite, tiennent bien compte de cette réalité en se présentant comme des forces ayant rompu avec le passé des idéologies du XX<sup>ème</sup> – tout en accusant bien sûr l'autre de ne pas l'avoir fait (« ce sont toujours des communistes », « ce sont toujours des fascistes »).

Par ailleurs, lorsqu'on arrive à la fin des années 2000, toutes les tendances politiques, de l'extrême gauche à l'extrême droite, ont vu par le jeu des coalitions nationales<sup>20</sup> ou locales leurs représentants avoir la possibilité d'exercer le pouvoir. Tous les partis, y compris les communistes maintenus ou les

---

<sup>19</sup> Cf. Pasquale Colloca et Piergiorgio Corbetta, « Gli elettori del Movimento 5 Stelle sono di destra o di sinistra ? », *il Mulino*, a. LXIII, n°473, 3/14, p. 374-382, qui croient pouvoir discerner au sein de l'électorat du M5S un significatif sous-groupe d'électeurs qui seraient vraiment sans aucune référence droite/gauche, mais qui seraient aussi compétents politiquement.

<sup>20</sup> En 2006, lors des méga-coalitions de gauche et de droite, tous les partis ayant quelque importance électorale sont dans l'une des coalitions.

postfascistes pas si post que cela<sup>21</sup>, ont donc participé aux affaires publiques depuis 1993-94. Ils ont donc tous eu l'occasion de montrer leur capacité à se servir des affaires publiques à des fins privées. C'est à la fois l'effet de longue durée de la fin des cordons sanitaires anti-communistes et antifascistes au début des années 1990, et celui de la multiplication des postes électifs disponibles, en particulier au niveau des régions à partir des années 1970. En fait, il n'y a pas un seul parti en Italie qui ne soit au cours de ces années pris dans quelque scandale, sans qu'il soit possible désormais de déterminer, sans faire preuve d'aveuglement partisan, une orientation idéologique qui mènerait à être moins corrompu qu'une autre.

Le scandale le plus marquant des dernières années n'est ainsi autre que celui qui a frappé de nombreux conseils régionaux italiens, menant souvent à leur dissolution anticipée, et qui a montré que partout, au nord, au centre comme au sud, dans les îles et sur le continent, les conseillers régionaux de tous les partis n'avaient qu'une préoccupation, à savoir augmenter leurs indemnités et leurs à-côtés rémunérateurs, quand ils ne se livraient pas à quelque affaire lucrative, en particulier dans le cadre de la gestion régionale du « Système sanitaire national ». Même le parti fondé largement sur l'anti-corruption dans les années 1990, « Italie des valeurs » (« Italia dei valori », IdV) de l'ex-juge anti-corruption, Antonio Di Pietro, a ainsi sombré dans les combines de ses parlementaires, de ses élus locaux et de son propre chef. Le parti de la « Ligue du Nord » d'Umberto Bossi, lui aussi un parti se voulant un parti des gens honnêtes du nord dans les années 1990 contre les politiciens maffieux du sud du pays, subit en 2011-2012 l'un des pires scandales de népotisme (au sens strict) qu'un parti italien ait connu depuis les années 1940. U. Bossi doit quitter sous les huées de ses propres militants la direction qu'il assurait depuis 1989. Enfin, les ex-communistes, qui dominent l'Italie centrale depuis des décennies, dont le leader Enrico Berlinguer, mort en 1984, avait inventé la « question morale » dans les années 1970-80, ne sont pas en reste. Ils seront d'ailleurs l'une des cibles privilégiées des dénonciations de B. Grillo, qui s'attachera surtout à leurs liens avec le monde des coopératives et des banques locales.

Les écologistes italiens, formés comme parti dès les années 1980, dont le programme est largement repris par le M5S, sombrent eux aussi depuis la fin des années 1990. Il s'agit de l'un des partis les souvent associés au pouvoir lorsque le centre-gauche se trouve au pouvoir depuis les années 1990, il s'agit aussi d'un parti où les luttes d'appareil n'ont d'égale que l'incapacité à développer un électorat

---

<sup>21</sup> Il faut en fait aller vers des groupuscules communistes ou néofascistes, qui font entre 0,5% et 0,0% des voix aux élections nationales, pour trouver des gens qui n'aient pas eu l'occasion de se mouiller. Cette situation explique d'ailleurs le succès de certains d'entre eux, comme celui du groupe néofasciste de la « Casa Pound ». Dans une Rome qui va être (mal) gérée par la droite postfasciste, ils apparaissent comme les purs.

consistant. Il se trouve de fait dans les années récentes à la limite de la disparition pure et simple. Aux dernières européennes, il a certes réussi à se présenter, mais il a réuni moins de 1% des suffrages.

En 2011-12, il faut ajouter à cette situation de mise en équivalence morale de tous les partis historiques, la création d'un gouvernement d'union nationale sous la direction de Mario Monti, professeur d'économie à l'Université Bocconi et surtout ancien Commissaire européen. Pendant quelques mois, il n'existe alors plus d'oppositions partisans audibles. En effet, le seul grand parti qui ne participe pas à la majorité du gouvernement Monti, la Ligue du Nord (LN), est pris dans les ennuis liés au népotisme de son chef historique Umberto Bossi. Puisqu'elle a misé sur l'euroscpticisme depuis 1999, la LN aurait pu développer une critique de l'Europe et de la zone Euro comme elle le fera quelques années plus tard, mais elle paraît alors peu crédible sur ce point pour avoir soutenu les gouvernements Berlusconi en 2001-2006 et de nouveau depuis 2008 (en votant par exemple pour la ratification parlementaire du Traité de Lisbonne). Il faudra attendre l'arrivée à la direction de Matteo Salvini pour que ce parti bénéficie de son absence de soutien aux gouvernements d'union nationale successifs d'après novembre 2011 – tout en restant d'ailleurs empêtré dans des scandales liés à sa gestion de la région Lombardie.

En résumé, un des éléments du contexte italien est que tous les vieux partis se réclamant d'une idéologie en « -isme » apparaissent comme « pourris » - et qu'ils le sont en plus très probablement au sens où aucun n'arrive à se prémunir de l'arrivisme prévaricateur d'une bonne part de ses élites. La demande de nouveauté, de renouvellement, est donc extrêmement forte, et tout ce qui rappelle le passé et ses idéologies se trouve dévalorisé auprès de la grande masse des électeurs – en particulier la forme parti et l'idéologie en soi.

Il est alors tout à fait cohérent face à ce contexte que le M5S se soit vécu et présenté de la base au sommet comme un non-parti ni de droite ni de gauche, et que son idéologie officielle insiste sur la démocratie directe et la participation citoyenne, qu'internet permettrait de développer vraiment. Sur toutes les questions, cela devrait être le peuple qui décide de l'orientation à suivre – et, en pratique, pour ce qui concerne les orientations politiques nationales du M5S les internautes liés au mouvement et, pour les orientations politiques locales, les assemblées générales des « Meetup » concernés. Les élus locaux ou nationaux du M5S ne devraient être rien d'autre que les défenseurs de ces positions. Cette particularité « anti-idéologique », au sens de vision cohérente du monde, et « anti-représentative », explique que le M5S organise son action de communication à travers des thématiques qui paraissent souvent plus juxtaposées qu'articulées. Elle explique aussi son côté inclassable dans les schémas traditionnels de la droite et de la gauche : comment accepter l'existence d'un parti à prétention écologique (qui veut par exemple que les directives *européennes* sur les déchets

ménagers soient enfin appliquées en Italie) et qui, en même temps, porte une critique de plus en plus radicale de la *zone Euro* et qui n'hésite pas à s'allier à des gens aussi peu fréquentables que l'UKIP aux yeux de l'écologisme européen officiel ?

## **B. La récurrence de la critique « populiste » de la partitocratie.**

En lien avec ce qui précède, il faut ensuite souligner la permanence depuis les années 1970 d'une critique des partis en tant que tels. Celle-ci sera à chaque fois qualifiée de « populiste » par les représentants des partis en place ou par les commentateurs (journalistiques et/ou académiques) liés à ces partis, et le M5S n'échappe pas à cette stigmatisation.

La critique porte sur deux aspects.

D'une part, il est reproché aux partis de constituer chacun en particulier et collectivement des entreprises qui vivent aux frais de la population italienne (en particulier à compter de l'établissement d'un financement public des partis dans les années 1970) et qui permettent à des individus sans qualité de faire de brillantes carrières (au sens économique du terme) sans rien apporter à la société. Les « partis » sont donc présentés comme des organismes parasites, peuplés d'arrivistes sans mérites. Il faut ajouter que cette critique se développe, d'une part, en direction du rôle des partis dans l'ensemble du secteur public ou para-public pour orienter les carrières, d'autre part, en direction de la capacité des partis à se répartir en proportion de leur force électorale et de leur pouvoir de nuisance les financements et postes disponibles à tous les niveaux. Cette critique sur l'occupation de l'Etat se développe souvent en une accusation faite aux partis d'être constitué de cliques de corrompus, et éventuellement de maffieux. En résumé, il est reproché aux partis d'abuser de leur rôle de représentants pour faire surtout, de manière légale ou illégale, les intérêts individuels ou collectifs de leurs membres les plus éminents (dirigeants et élus).

D'autre part, il est reproché à ces mêmes partis d'être incapables de résoudre les problèmes qui se posent au pays, et d'en encourager l'immobilisme. Cette critique représente l'envers du style de gouvernement qu'ont collectivement adopté les partis de l'arc constitutionnel à la sortie du fascisme. La Constitution italienne de 1948, et plus encore la pratique politique consolidée après 1953 (fin de la période De Gasperi), insistent sur l'importance du compromis entre les partis issus de la Résistance représentés au Parlement. Les majorités centristes organisées autour de la Démocratie-Chrétienne (DC) prennent soin de coopter ou d'associer les partis situés à leur gauche. Cette situation connaîtra son apogée au moment du « Compromis historique » (1976-78), lorsque le Parti communiste italien (PCI) donnera explicitement son soutien parlementaire à des gouvernements démocrates-chrétiens,

dans l'objectif de vaincre à la fois la crise économique et la vague terroriste d'extrême gauche et d'extrême droite.

La matrice de cette critique des partis est clairement *libérale*. Elle remonte au moins aux années 1950 lorsque ceux qui se sentaient liés à la tradition de l'Etat libéral italien d'avant l'irruption des masses dans le jeu politique voient la domination des partis de masse démocrates-chrétiens, communistes, socialistes, etc., et des syndicats qui leur sont liés, comme une calamité pour l'Italie. Ils critiquent en particulier la tendance des partis à recourir à des lieux de décision situés en dehors de l'arène parlementaire, donc hors de la vue et du jugement de l'opinion publique, et à envahir non seulement les bureaucraties publiques, mais aussi la vie économique.

Cette critique de la partitocratie, d'origine libérale, récurrente depuis les années 1970 va être portée par des entreprises politiques qui n'ont aucun lien de continuité humaine ou organisationnelle, mais qui ouvrent à chaque fois à des innovations en matière de mobilisation politique pour s'imposer dans une sphère médiatique monopolisée par ces mêmes partis. Ces innovations sont reprises par la vague suivante de critiques (l'usage du corps comme outil de provocation, qui fut par exemple inventé par le « Parti Radical »[PR] de Marco Pannella avec des grèves de la faim ou de la soif, l'usage du référendum abrogatif par le même PR comme moyen de vulgariser sa cause, le langage provocateur, etc.). Mais elles sont aussi largement adoptées par ailleurs par tous les autres partis. Chacune de ces mobilisations va provoquer de même une assimilation des deux aspects de la critique par les rénovateurs de la domination des partis en place (qui, eux, montrent une forte continuité de personnel). Ces derniers sont d'ailleurs accusés sur le moment d'être eux-mêmes des « populistes », ou, de manière plus idiosyncrasiques, des personnes aspirant à « monter au balcon » (c'est-à-dire à rejouer la geste mussolinienne où le chef parle à la foule depuis le balcon d'un bâtiment public).

Pour ne pas alourdir le propos, nous croyons utile de résumer cette récurrence par le tableau suivant.

| <p><i>Entreprises politiques qualifiés de « populistes » (ou parfois de « qualunquistes » ou « poujadistes »)</i></p>  | <p><i>Et luttant contre :</i></p>   | <p><i>Réaction contemporaine de la part des partis en place (ou de leur personnel) étant elle-même qualifiée de populiste</i></p>  |
|--|---|--|
| <p><u>Années 1970-80</u><br/>Parti radical (Marco Pannella)<br/>Démoprolétaires<br/>Verts<br/><br/>Score électoral maximum de la plus performante de ces forces &lt; 4%</p>  | <p>« la partitocratie »</p>   | <p><u>Années 1970-80</u><br/>Parti socialiste italien (PSI) de Bettino Craxi (« Craxisme »)<br/>« Décisionnisme »<br/>Premiers projets de renforcement de l'exécutif (loi de 1988 sur la Présidence du Conseil)</p>  |
| <p><u>Années 1980-90</u><br/>Ligues régionales (venètes, piémontaises, etc.)<br/>(qui sont suivis par :)<br/>Ligue du Nord (LN) d'Umberto Bossi<br/><br/>« La Rete » (le réseau) de Leoluca Orlando et Nando della Chiesa<br/>(qui est suivi par :)<br/>« Italie des valeurs » d'A. Di Pietro<br/><br/>Score électoral maximum de la plus performante de ces forces &lt; 10%</p> | <p>« Rome la voleuse »<br/>« la partitocratie »<br/>« la mafia »<br/><br/>« la mafia »<br/>« la partitocratie »</p> | <p><u>Années 1990-2000</u><br/>Loi électorale majoritaire de 1993.<br/>Transmutation du centre-droit (1993-94) en « Forza Italia » (FI) de S. Berlusconi.<br/>« Berlusconisme »<br/>Nombreuses réformes en 1992-95 tendant à renforcer les exécutifs locaux.<br/>Tentative avortée de réforme constitutionnelle en 1997-98.<br/>Réforme constitutionnelle « fédérale » de 2001.<br/>Loi électorale dite « Porcellum » de 2005.<br/>Echec de la réforme fédéraliste de 2006 devant les électeurs.</p> |
| <p><u>Années 2005-2016</u><br/>Le M5S de B. Grillo<br/><br/>Score électoral maximum atteint à ce jour = 25%</p>  | <p>« la Caste »</p>   | <p><u>Années 2013-2016</u><br/>Parti démocrate (PD) de Matteo Renzi.<br/>« Renzisme », « PdR » (Parti de Renzi)<br/>Loi électorale dite de l' « Italicum », et réforme constitutionnelle supprimant le bicamérisme paritaire.</p>  |

Comme nous l'avons déjà précisé, il n'existe pas de continuité de personnel politique du côté de ceux qui ont bâti tout ou partie de leur succès électoral sur la critique des partis depuis les années 1970. De fait, ceux qui ont porté cette critique se retrouveront le plus souvent assimilés aux tares du régime qu'ils critiquaient auparavant (à moins qu'ils n'aient quitté la vie politique) et ils deviennent eux-mêmes la cible de la vague suivante de critiques de la partitocratie. Par contre, la continuité humaine s'avère forte du côté des groupes qui rénovent à chaque fois un parti historique (ou des partis historiques) pour sauver le *statu quo* en vigueur. Nous n'avons indiqué dans notre tableau que l'initiateur principal de la rénovation qui marque son temps, mais, à chaque fois, elle s'étend à l'ensemble des partis en place sur un modèle de concurrence-imitation bien décrit depuis Maurice Duverger dès les années 1950. En effet, si l'on regarde en détail les carrières des uns et des autres, il n'est pas difficile de voir que, jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Matteo Renzi, ce sont des personnes déjà actives dans les années 1970 qui dominaient encore la vie politique italienne. Le PD était ainsi encore principalement dirigé début 2013 par des anciens militants des jeunesses communistes des années 1970. La droite avait encore pour leader un Silvio Berlusconi, ami proche de B. Craxi dans les années 1970-80, et son protecteur politique à l'époque<sup>22</sup>.

Toutes ces rénovations promettent la même chose : des forces politiques, à la fois moins corrompues, moins coûteuses pour les finances publiques, plus proches des besoins des électeurs et plus efficaces.

Il se trouve que *toutes* vont échouer aux yeux d'une bonne part des électeurs à atteindre ces objectifs. Sur certains points les concernant directement, les partis vont même réussir à renforcer leurs défauts. Le cas du financement public des partis paraît le plus spectaculaire. Ce dernier avait été introduit en 1974 à la suite du « scandale Lockheed » du nom de la société américaine qui avait arrosé quelques politiciens italiens pour favoriser l'achat de ses avions de chasse par l'armée de l'air italienne. Dès 1978, le PR rassemble les signatures pour promouvoir un référendum abrogatif de cette loi. A la surprise générale, ce référendum « populiste » regroupe près de 40% des suffrages en sa faveur, ce qui ne correspond en rien à la force électorale du PR à l'époque. Au début des années 1990, éclate le scandale « Mains propres » qui montre l'ampleur des détournements de fonds effectués par les partis pour se financer et enrichir leurs responsables. Dans la foulée de l'émotion populaire suscitée par ces

---

<sup>22</sup> Même si FI créée en 1993-94 n'est pas une organisation qui reprend les biens et les locaux des anciens partis du « pentapartito » (DC-PSI-PSDI-PRI-PLI) des années 1980, il en récupère une grande partie du personnel politique de second rang, tout comme l'électorat. De fait, au niveau local, les années 1990 ne constituent pas une rupture de carrière pour la plupart des aspirants politiciens de l'ancien « pentapartito ». L'évolution de FI au fil des années 1990-2000 montrera jusqu'à la caricature cette filiation, y compris avec la révérence portée aux enfants de Bettino Craxi et de certains leaders socialistes des années 1980 de la part de S. Berlusconi.

détournements, un comité référendaire suscité entre autres acteurs par le PR obtient en 1993 l'organisation d'un référendum abrogatif de ce financement public, et ce dernier, admis par la Cour constitutionnelle italienne, obtient un très large soutien de l'électorat. Loin d'obtempérer, les partis présents au Parlement inventent alors le soutien aux partis via le remboursement des campagnes électorales. Cette manœuvre dilatoire est amplement critiquée, mais les financements arrivent aux partis. Or, au début des années 2010, de multiples scandales éclatent, parce que certains partis ont reçu tellement d'argent qu'ils n'ont su qu'en faire (sic) et que certains partis reçoivent encore des fonds alors qu'ils ont politiquement disparu (sic).

Cette situation va bien constituer l'arrière-plan à la fois des propositions du M5S et de son mode de fonctionnement. Ce dernier prétend en effet pouvoir, grâce à Internet, se passer entièrement de financement public pour communiquer ses propositions aux électeurs et pour s'organiser<sup>23</sup>. Il refuse donc tout remboursement de frais électoraux, et il se vante en 2012-13 du coût minimal de ses campagnes électorales (parfois quelques centaines d'euros pour une campagne municipale). Le M5S propose donc la suppression de tout financement public des partis, et, dans une large mesure, il obtient gain de cause dans la mesure où les majorités successives depuis 2012 ne cessent de réduire les fonds alloués aux partis et ont promis de les supprimer totalement dès 2017.

Par ailleurs, les politiciens italiens avaient eu tendance à accumuler des avantages matériels liés à l'exercice de leurs fonctions. La publication et le succès extraordinaire du livre *la Casta* en 2007 marque la mise sur agenda de cet écart entre les rémunérations souhaitables des politiques en Europe et celles en vigueur en Italie. Là encore, on pourrait y voir la résurgence d'une très vieille polémique libérale contre la rémunération des élus. Quoi qu'il en soit, le M5S reprend cette polémique, et il propose à ses parlementaires nationaux et régionaux de s'appliquer une auto-réduction de leurs émoluments et de verser l'argent ainsi économisé à une cause qui leur tient à cœur, en l'occurrence le financement des micro-entreprises. Là encore, les majorités successives depuis 2013 doivent s'adapter en proposant une réduction des indemnités versées aux parlementaires.

Il est assez ironique de constater que ces vagues successives de contestation du rôle dévoyé des partis dans le cadre de la démocratie représentative tendent à chaque fois à favoriser une crise politique dans laquelle un renforcement du pouvoir exécutif italien peut s'observer. Le plaidoyer pour la « démocratie directe » que représente le M5S doit aussi être compris dans la suite des dysfonctionnements de cette dernière depuis les années 1990. En effet, les partis en place ont eu

---

<sup>23</sup> Le M5S a officiellement pour siège son blog – en pratique la société Casaleggio Associati. Les Meetup, équivalent des sections locales dans un parti italien, n'ont elles aussi pas de locaux, et les membres doivent trouver à chaque fois des lieux de réunion *ad hoc*. Il n'existe pas non plus de hiérarchie intermédiaire entre les Meetup, les élus nationaux, et le blog.

tendance à ignorer les résultats des référendums abrogatifs, ou bien à essayer de les saboter en leur faisant manquer le quorum nécessaire pour qu'ils soient valables. Le M5S se définit du coup lui-même comme une force qui participe aux élections de la démocratie représentative, parce qu'il ne faut pas laisser le champ libre à des partis, qui ne respectent pas les résultats acquis de la démocratie directe qui est déjà inscrite dans la Constitution. Il est aussi quelque peu ironique de voir ce parti qui a critiqué la démocratie représentative, une fois devenu une force parlementaire en 2013, se poser de plus en plus en garant du caractère pluraliste et anti-décisionniste de la Constitution de 1948.

En résumé, l'idéal de non-représentation de la population par des partis que porte le M5S se comprend très bien dans le contexte italien où, de fait, les partis ont été incapables de changer leurs pratiques de prévarication depuis les années 1970 et où, en plus, ils ne respectent pas l'esprit même de la Constitution de 1948 qui supposerait qu'un vote populaire dans un référendum organisé dans les formes légales prescrites l'emporte sur la volonté des parlementaires.

En reprenant des catégories fort anciennes de la science politique, l'opposition actuelle M5S/ PD (« PdR » ?) nous semble de plus en plus pouvoir être assimilée à celle entre une solution « référendaire » (à la manière de M. Ostrogorski) de la crise de la démocratie en Italie et une solution « césariste/plébiscitaire ».

### **C. L'étiollement du clientélisme de masse partisan en Italie.**

Un des éléments les plus assurés de la description de la vie politique italienne des années 1970 est le « clientélisme de masse ». Par ce terme, les politistes italiens entendaient décrire le fait que les partis politiques utilisent alors massivement les ressources publiques pour construire leurs fiefs électoraux, qu'ils soient locaux ou sociaux. Les historiens ont montré plus récemment que cet usage de l'Etat remontait à l'époque fasciste, lorsque le Parti national fasciste (PNF) avait colonisé l'Etat et toutes les agences qui lui étaient liés. Les partis démocratiques de l'arc constitutionnel n'ont alors fait que poursuivre la même politique de colonisation de l'Etat et des postes qu'il avait à offrir en rendant pluraliste la pratique. La conquête de l'électorat par ce biais matériel est bien documentée jusque dans les années 1990, aussi bien au sud qu'au nord du pays.

On aurait pu croire que la crise politique connue sous le nom de « Mains propres » du début des années 1990 ait réussi à mettre fin à ces pratiques en désarticulant la plupart des partis politiques qui avaient dominé la vie politique après 1945. Or, à la fois, les anciens partis quand ils ont survécu à la crise (en particulier le parti communiste devenu « Parti démocratique de la gauche », puis « Démocrates de gauche », et enfin « Parti démocrate ») et les nouveaux partis qui les ont

remplacés semblent bien avoir continué sur le même registre d'accaparement pour leurs fidèles des ressources publiques. Cependant, la différence avec l'époque précédente est constituée par la restriction de plus en plus nette des ressources publiques disponibles pour cette forme de distribution ciblée. Il n'est plus par exemple possible de créer des milliers de postes de postiers comme l'avaient fait en leur temps les ministres socio-démocrates au Ministère des postes dans les années 1960-80.

Dans les années 1990-2000, la progression professionnelle par la voie partisane (ou syndicale) existe encore, mais elle concerne désormais bien moins de gens. En revanche, ces promotions partisans restent en vigueur dans les secteurs les plus en vue de la population, dans les télévisions publiques par exemple. Ces promotions politiques<sup>24</sup> au sein des élites contredisent l'idée même de méritocratie. Il faut ajouter qu'elles ne correspondent pas nécessairement à un poste, mais souvent à un marché public attribué à une entreprise amie. Toutes ces promotions à des postes très rémunérateurs font par ailleurs d'autant plus scandale que l'Italie connaît depuis des décennies maintenant de très fortes difficultés lors de l'insertion des jeunes – y compris diplômés - sur le marché du travail. Avant même la crise économique mondiale commencée en 2007-8, il était ainsi déjà très largement question en Italie du désarroi de la jeune génération, condamnée à des petits jobs précaires et mal payés malgré leur niveau d'étude (les « milleuroistes »). L'un des premiers combats de Beppe Grillo, au moment du lancement du blog et dès avant la création du M5S, aura d'ailleurs été la défense des « précaires », défense qui commence d'ailleurs par la simple description concrète de leur situation effective de sujétion sur le marché du travail<sup>25</sup>.

Le contexte est sans doute d'autant plus favorable de ce fait à un discours comme celui du M5S, qui critique radicalement les partis, leur clientélisme, leur corruption, qu'il correspond à une opposition vécue clients/non-clients, ou si l'on veut reprendre les termes néolibéraux, « insiders »/ « outsiders ». Une bonne part des salariés (ou des retraités) déjà en place sont sans doute en effet des (anciens ?) clients des partis historiques, et ceux qui ne trouvent pas de « travail fixe » (*posto fisso*) sont probablement ceux qui ne peuvent plus l'être faute d'offre suffisante de la part de ces mêmes partis.

*Il n'existe pas de preuve directe de ce lien.* Toutefois, nous pouvons citer au moins deux indices qui vont dans cette direction.

---

<sup>24</sup> Le terme de politique lui-même rend mal compte de la réalité de ces avancements rapides : S. Berlusconi avait même tendance à promouvoir des femmes politiques dont il n'était que trop facile de supposer qu'elles avaient été ses maîtresses.

<sup>25</sup> Un livre est tiré des témoignages recueillis via le blog, *Schiavi Moderni: Il precario nell'Italia delle meraviglie* (Esclaves modernes. Le précaire dans l'Italie des merveilles), publié par Casaleggio Associati à Milan, qui se fait éditeur pour l'occasion.

D'une part, le M5S promeut le versement d'un « revenu universel de citoyenneté ». Ce dernier, qui serait attribué à tous les citoyens, semble comme l'image inversé des actuelles « pensions d'invalidité » allouées par l'INPS aux personnes en âge de travailler (18-65 ans) hors d'état de le faire. Celles-ci se sont multipliées depuis les années 1970, en particulier dans le sud du pays. Elles ne cessent depuis lors de défrayer la chronique pour les conditions, pour le moins peu transparentes, dans lesquelles elles sont attribuées<sup>26</sup>. Elles correspondent certes à la réalité de certains handicaps, mais leur distribution régionale<sup>27</sup> reste trop marquée par une tendance à se multiplier dans les régions des îles et du sud en difficultés économiques pour ne pas correspondre aussi à une forme de revenu de base attribué sur une base particulariste. En luttant pour un revenu universel, le M5S prend le contrepied de l'un des principaux défauts de l'Etat social italien, sa tendance à cacher des pratiques particularistes de distribution des avantages derrière des prétentions universalistes.

D'autre part, tout ce qu'on peut apprendre à travers les sondages sur l'électorat du M5S lors des élections législatives anticipées de février 2013 et des élections européennes de mai 2014 laisse à penser que le rapport au travail n'est pas indifférent à ses électeurs.

En effet, selon le sondage « sortie des urnes » ITANES de 2013<sup>28</sup>, le M5S serait, parfois de loin, le premier parti parmi tous les Italiens de moins de 55 ans (avec une pointe de 44,4% d'électeurs parmi les 18-24 ans), soit dans toutes les générations nées après 1956 (où il n'est jamais en dessous de 28,6% des voix), chez les Italiens ayant au moins le bac (*diplomati* et *laureati*), parmi les actifs (26,4%) les étudiants (44,0%), les chômeurs (34,8%) et les femmes au foyer (38,6%). Il recueillerait aussi le primat des suffrages parmi les enseignants (28,8%), les ouvriers (29,2%), les employés d'exécution (27,9%), les travailleurs indépendants (26,1%) – dans tout le monde du travail en somme, sauf chez les dirigeants et les cadres moyens où il serait distancé par le PD ou « Choix civique » (le nouveau parti centriste pro-européen lié à Mario Monti, président du Conseil en 2011-12). Il serait même capable de rassembler 52,6% des voix des travailleurs atypiques<sup>29</sup> !

Il me paraît difficile pour un parti d'avoir une sociologie plus caricaturale : c'est une bonne part de la partie la plus jeune et la plus qualifiée du monde du travail, ou qui aspire à y participer, qui s'est exprimée en faveur du M5S. La grande catégorie sociale qui ne vote pas beaucoup pour le M5S n'est autre que les retraités : seulement 11,7% de cette catégorie, très nombreuse en Italie (un quart des

---

<sup>26</sup> Régulièrement apparaît dans la presse l'histoire du prétendu aveugle qui ne l'est pas vraiment ou pas du tout, dont la fraude est finalement débusquée au bout de quelques années.

<sup>27</sup> Pour une illustration statistique, cf. Isabella Santini, *La spesa per le pensioni di invalidità : attenzione ai confronti territoriali* (La dépense pour les pensions d'invalidité : attention aux comparaisons régionales), SIS-Magazine, 28/01/11 (<http://old.sis-statistica.org/magazine/spip.php?article192>, consulté le 07/03/15).

<sup>28</sup> Cf. ITANES, *Voto amaro. Disincanto e crisi economica nelle elezioni del 2013*, Bologne : il Mulino, 2013, chap. 4, *Le base sociali del voto*, p. 57-70.

<sup>29</sup> Ceux-ci ne sont que 24 sur les 952 personnes interrogées.

électeurs), a en effet voté pour le M5S. Elle reste alors fidèle au PD (35,3%) et au PDL (26,5%). Ce clivage par l'âge n'est autre que le reflet du rapport des Italiens au marché du travail, extrêmement dégradé pour les jeunes générations – sauf à être un héritier d'une fortune conséquente. Il correspond aussi à une opposition sur la pratique religieuse et sur le niveau d'éducation.

Selon un sondage IPSOS<sup>30</sup>, les élections européennes de mai 2014 renforcent et confirment cette tendance. Les retraités qui sont allés voter apportent massivement leur soutien à la liste du PD menée par un Matteo Renzi alors en pleine ascension politique (il est arrivé à la Présidence du Conseil fin février 2014) : ils ne sont pas moins de 50,5% d'entre eux à voter PD (soit dix points de plus que le score extraordinaire du PD qui rassemble à lui seul 40,8% des électeurs), et il n'y en a que 7,4% qui auraient voté M5S. Ce dernier perd alors nettement son primat dans toutes les classes d'âge et tous les statuts professionnels, sauf parmi les 35-44 ans (35,5% des suffrages) et les chômeurs (32,7% des suffrages) où il réussit encore à dépasser le PD. Se dessine alors un noyau dur des récalcitrants à la séduction exercée à ce moment-là par un Matteo Renzi : une bonne part de ceux qui sont confrontés à la phase plus dure de leur existence sur le marché du travail – à peine sorti (ou pas ?) du giron familial et extrêmement loin de toute espérance de retraite<sup>31</sup>, souvent désormais trop vieux pour être encore en stage et pas assez pour avoir un emploi stable.

De fait, toujours selon ce sondage IPSOS, 48% des électeurs du PD en 2014 ont plus de 55 ans (tout comme 46% de son rival historique de droite FI), et, inversement, les électeurs résiduels du M5S ont pour 80% moins de 55 ans. Le M5S est le seul parti qui présente ce profil générationnel aussi marqué. Sans surprise, aussi bien en 2013 qu'en 2014, le M5S attire bien sûr ceux qui ne s'informent que par le biais d'Internet, mais il nous semble que cette caractéristique est plus significative qu'elle soit l'est moins que celle portant sur la place des électeurs au regard du marché du travail. Cette caractéristique des électeurs se retrouve pour l'instant parmi les élus du M5S, qui sont pour la plupart des « jeunes » bien formés de moins de 40 ans, faisant d'ailleurs physiquement contraste avec leurs deux mentors, Grillo et Casaleggio qui font partie de la génération des anciens jeunes à succès des années 1960<sup>32</sup>.

---

<sup>30</sup> Cf. Ipsos Public Affairs, *Europee 2014. Analisi del voto europeo in Italia*, <http://www.ipsos.it/Voto%202014%20def.pdf> (consulté le 07/03/16).

<sup>31</sup> Est-ce un hasard si, en 2015, l'ISTAT mesure le plus faible nombre de naissances depuis l'Unité italienne en 1861 ? La condition des jeunes actifs, qu'ils soient salariés ou indépendants, est telle qu'ils repoussent le désir d'enfants toujours plus.

<sup>32</sup> Dans ses discours de 2013, B. Grillo faisait d'ailleurs allusion au fait qu'il ne faisait pas tout cela pour lui-même, puisqu'il était lui-même riche et arrivé en quelque sorte, mais pour les jeunes sans avenir.

*Conclusion :*

Nous nous sommes efforcé de montrer dans cette communication que :

1°) Le M5S n'est jamais que le troisième épisode du long feuilleton de la dénonciation du rôle des partis dans la vie politique italienne depuis 1970. Les *conditions de possibilité* du M5S remontent en effet au moins aux années 1970, lorsqu'une première critique de la « partitocratie » se trouve articulée par *le Parti Radical* de Marco Pannella, et que, déjà, ce dernier se fera qualifier de « populiste »<sup>33</sup> par ses adversaires aussi bien pour ses propositions contre les partis que pour son style d'intervention dans les médias.

2°) La compréhension du M5S contemporain ne peut faire abstraction du legs du fascisme à la « République des partis » d'après 1945, à savoir la colonisation de l'Etat italien par la pluralité des clientèles partisans et son approfondissement lors de l'avènement des régions italiennes dans les années 1970. Cette colonisation, qui a été décrite dès les années 1970 sous le terme de « clientélisme de masse », est cependant devenue de plus en plus exclusiviste à mesure que les moyens de l'Etat italien se restreignaient au fil des trois dernières décennies.

3°) Le succès du M5S doit donc être interprété en conséquence comme se situant au croisement d'un vieux discours « anti-partis », d'un style de communication « populiste » partagé par ailleurs en Italie par tous les acteurs politiques à succès, et de la situation sociale présente de l'Italie où la crise économique des années 2009-2014 n'a fait qu'*accentuer* des tendances déjà anciennes à la destruction des protections du monde salarié (ou aspirant à l'être). L'Italie est en effet sans doute l'un des pays développés où le sort des jeunes entrants sur le marché du travail est le moins enviable. La récente campagne du M5S en faveur d'un revenu minimum universel inconditionnel s'inscrit ainsi dans la logique d'une universalisation « juste » du clientélisme de masse des années 1970.

Plus généralement, nous souhaiterions rompre avec une vision parfois trop candide de la science politique sur le populisme, qui tend à adopter, parfois sans bien s'en rendre compte, le point de vue des partis en place qui accusent tous les entrants d'être des populistes afin de les déconsidérer aux yeux des électeurs, et qui ne voit donc le populisme que comme une regrettable pathologie (probablement xénophobe, raciste, anti-européenne, etc.) des démocraties contemporaines développé par l'intelligence stratégique d'entrepreneurs politiques qu'il serait bon de mieux connaître pour s'en débarrasser à terme. Au contraire, nous voudrions insister sur les profondes raisons

---

<sup>33</sup> A l'époque, on utilise aussi le terme de « qualunquiste », l'équivalent italien du terme de « poujadisme » selon les dictionnaires franco-italiens. Le « qualunquisme » correspond au « Front de l'Homme Quelconque » de Guglielmo Giannini, un autre journaliste satirique devenu politique, présent dans les premières élections libres italiennes de 1946.

politiques, sociales et économiques qui peuvent fonder dans une partie grandissante de l'électorat d'un pays comme l'Italie une demande forte de « populisme ».

La *tabula rasa*, promue par le M5S, ne peut ainsi se comprendre sans parcourir l'histoire qui l'a rendu pour ainsi dire *naturelle* aux yeux de certains citoyens italiens<sup>34</sup>.

---

<sup>34</sup> Nous ne cacherons pas au lecteur que cette demande de *tabula rasa* nous est d'autant plus compréhensible que le suivi de la politique italienne depuis 1989 ne nous a guère inspiré d'estime pour les politiciens italiens contemporains ni de grand espoir pour l'avenir de l'Italie.